

**

Prix de la Tolérance Marcel Rudloff 2011

Strasbourg, le 11 mars 2011

Palais des Droits de l'Homme
(grande salle d'audience)

Motivation du Prix pour Cornelio Sommaruga :

Confronté, pendant son mandat, à d'importants défis en raison de la montée de nouvelles formes de violence sur pratiquement tous les continents, il s'est fait l'ardent défenseur d'une action humanitaire impartiale, indépendante et tolérante, proche des victimes de la violence armée. Il a notamment fait accepter par les Etats membres des Conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels (dont il a multiplié de manière importante le nombre de signataires), l'interdiction de l'usage des armes aveuglantes et a joué un rôle important dans l'interdiction totale des mines anti personnelles. Il a également fait jouer son expertise pour l'adoption du statut de la Cour pénale internationale, forte et indépendante. Autant de raisons qui expliquent le choix du lauréat 2011.

Allocution de Cornelio Sommaruga, Genève

Lorsque j'ai reçu l'annonce du Prix de la Tolérance qui m'a été attribué pour 2011 par l'Association des Amis de Marcel Rudloff, je n'ai pas pu m'empêcher de penser, Monsieur le Président, à cet après-midi de mars 1949, dans le Monastère bénédictin de Subiaco, près de Rome, où j'ai choisi dans le cadre d'une rencontre scout, **ma devise de vie.**

Servir, défendre la dignité humaine, vivre en et pour la famille.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Membres du Jury,

Mesdames et Messieurs les représentants des

Autorités,

Monsieur l'Ambassadeur,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis

Combien d'évènements se sont passés depuis lors, avec les hauts et les bas de la vie et hauts et bas dans la mise en œuvre de cette devise. Oui, si dans mes **études universitaires** à Zurich, je m'engageais par exemple à fond pour le droit de vote des femmes en Suisse, c'était 1951/52 au début de la campagne qui n'aboutit qu'en 1971. Il fut plus difficile de réaliser la défense de la dignité humaine, dans certains aspects de mon activité d'Ambassadeur Délégué aux accords commerciaux ou même comme **Secrétaire d'Etat du Gouvernement suisse pour l'Economie extérieure**. Il y avait des situations où l'on oubliait les hommes et les femmes qui étaient à l'autre bout de l'échelle, par exemple dans des projets industriels d'entreprises dans des pays du tiers monde qui demandaient une garantie d'état, lorsque les aspects écologiques avaient largement été ignorés. De même dans les procédures pour l'exportation de matériel de guerre on ne mettait pas toujours toute la rigueur nécessaire dans l'examen des garanties de non réexportation.

L'éthique dans la conduite de la politique économique extérieure restait pour moi fondamentale, car c'est une des valeurs sur laquelle repose la crédibilité du Pays.

Mais enfin lorsque, à ma très grande surprise, je fus appelé à présider à Genève le **Comité international de la Croix-Rouge** - et mon épouse et mes six enfants avaient donné leur consentement – je me trouvais dans une situation où, pendant 13 ans, je pouvais servir les victimes de conflits armés et en défendre leur dignité dans le monde entier, dans mes dialogues – parfois difficiles et dures – soit avec les dirigeants des pays belligérants, soit des mouvements armés non étatiques, soit auprès de tous les gouvernements qui appuyaient d’une façon où d’une autre les responsables de pays en guerre. Important fut pour moi aussi d’élargir la protection de prisonniers de guerre aux détenus de sécurité (voire politiques), ce qui réussit souvent, aussi par des négociations que j’ai menées personnellement.

Combien de plus je pourrais vous dire, Mesdames et Messieurs, de cette période qui m’a constamment confronté avec le Droit International Humanitaire et le Droit des Droits de l’Homme. En ces semaines où nous sommes témoins du « printemps arabe », combien de pensées vont aux citoyens de ces Pays, qui sont soit protagonistes d’un changement vers la démocratie, soit aussi victimes de comportements absolument inadmissibles de dirigeants qui bafouent les règles les plus élémentaires des Droits de l’Homme. Félicitations pour leur courage, compassion pour leur souffrances, comme aussi vœux et solidarité pour ce qui va suivre !

Laissez moi retenir devant vous ici, Monsieur le Président, que le fait de devoir généralement protéger et secourir *a posteriori* m’a amené ces derniers douze ans après le CICR à me consacrer surtout dans le domaine de la **prévention**.

Ce fut le cas :

° dans la lutte contre les **mines antipersonnel** – déjà initiée au CICR – et contre **les bombes et obus à sous munitions**,

° dans le Rapport ***La Responsabilité de Protéger***, rédigé en 2001 avec une Commission internationale lancée par le Canada et Kofi Annan,

- ° dans les Rencontres **de Caux sur la Sécurité humaine**, réalisés dans le cadre de **Initiatives et Changement**, où plusieurs groupes de **pays** en conflit interne se sont réunis, dans un objectif de **réconciliation personnelle**,
- ° dans d'innombrables interventions qui portaient souvent sur ce que j'ai pris la liberté d'appeler le **désarmement humanitaire**,
- ° ou enfin dans ma présidence de la **Foundation for the Future**, qui a pour mission l'appui de la société civile locale en Afrique du Nord et au Moyen Orient, dans le domaine de la défense des Droits humains.

Je vous ai jusqu'à maintenant parlé de moi. Je me rends compte, Chers Amis, que tout ce que le **grand humaniste Marcel Rudloff** a réalisé dans sa vie, entre autres comme Membre du Conseil Constitutionnel de France, comme Président du Conseil régional d'Alsace, comme Sénateur et Maire de Strasbourg est incomparablement plus important dans le domaine de la tolérance, de ce que j'ai tâché de réussir pour ma part.

En parcourant la liste des personnalités qui ont reçu le Prix de la Tolérance, il apparaît leur distinction dans la lutte en faveur de la défense des droits humains. J'en connais plusieurs, mais je me plais à en nommer trois,

- ° l'Ambassadeur de France **Stéphan Hessel**, qui fut mon mentor par rapport aux Droits de l'Homme à Genève et qui s'est beaucoup occupé de dialogue interreligieux aussi à Caux ;
- ° le Général Ambassadeur **Jacques Klein**, auquel me lient des combats communs pour l'application du DIH en Slavonie orientale et la recherche de personnes disparues après les tragédies de Vukovar et de Osijek, mais aussi une collaboration intense au nom du CICR à Sarajevo et enfin à Monrovia (au Libéria) ;
- ° et *last but not least* **Armand Perego** infatigable volontaire dirigeant de la Croix-Rouge française, qui m'a souvent attiré à Strasbourg, pour appuyer (mais aussi pour admirer) l'engagement de la Croix-Rouge d'Alsace et Lorraine sur le plan des secours internationaux et qui a même réussi à m'amener dans cet honorable bâtiment pour participer à une télétransmission de France 3 en dialecte alsacien (...pour ma part en *Schwytzerdütsch*) , qui fut je crois assez bien compris.

Comme **citoyen suisse** entrer maintenant dans cet édifice, m'amène à me poser quelques questions sur les effets (parfois pervers) de la **démocratie directe**. Vous n'êtes pas sans savoir que le peuple suisse et les Cantons se sont laissés entrainer fin 2009 à accepter une initiative *anti minarets*, en disant par là oui au règne de l'exclusion. L'initiative laissait croire à tort au danger de la prise de pouvoir par les musulmans, mais en réalité les humilie, limite leurs droits et les combat. Elle est bien le fruit de la volonté, que le vote du 28 novembre 2010 sur l'expulsion de certaines catégories de criminels étrangers a encore conforté, de faire naître un conflit de clans et de cultures. Le **Pape Benoit XVI** exhorte, dans son message pour la Journée mondiale de la Paix 2011, tous les hommes et les femmes de bonne volonté à renouveler leur engagement pour la construction d'un monde où tous soient libres de professer leur religion ou leur foi ! J'ai pour ma part souvent dit qu'il est temps de respecter le droit des divers groupes sociaux et le droit de toute personne à une identité propre.

Ceci ne m'amène nullement à renier les cinq grands principes qui font de la **Suisse un grand et beau pays, bien particulier**, malgré son exigüité : **la démocratie directe** justement, **le fédéralisme**, la **neutralité**, **l'état de droit** et le **prulinguisme** avec ses quatre langues nationales.

Venir pour ce Prix dans les locaux de la **Cour Européenne des Droits de l'Homme** ne peut que me rappeler les nombreux contacts dans les années avec des Juges et auparavant avec des Membres de la Commission ainsi que les deux conférences que j'ai tenues à Strasbourg avec l'appui de membres de la Cour et qui portaient sur des sujets de Droit humanitaire et Droits humains.

Le **Conseil de l'Europe** m'a souvent appelé à Strasbourg, où la dominante *état de droit, démocratie et droits de l'homme*, m'a toujours inspiré déjà dans mes visites comme Secrétaire général adjoint de l'AELE, comme Secrétaire d'état à l'économie extérieure de la Confédération Suisse, comme Président du CICR - où la participation aux débats en plénière était un réel défi – et enfin comme Président de Initiatives et Changement de Caux, ayant très vite pu obtenir le

statut participatif, qui a depuis quelques années largement impliqués les principes de Caux dans la dynamique nouvelle des Organisations internationales non gouvernementales. Un de vos collègues de la Fondation, le **Président Adrien Zeller**, qui nous a prématurément quittés, était un fidèle de Caux.

A mentionner aussi le **Prix Nord Sud du Conseil de l'Europe**, que je fus fier de recevoir à Lisbonne en couple avec une jeune avocate brésilienne.

Le Prix Tolérance me rappelle surtout mon engagement ces derniers treize ans dans **l'Appel Spirituel de Genève**, où, avec la participation de toutes les communautés et dénominations religieuses présentes à Genève – et je peux vous assurer qu'il n'y a beaucoup ! – nous avons mis sur pied un texte qui demande en résumé aux décideurs planétaires de ne pas invoquer une force religieuse ou spirituelle pour justifier la violence, de ne pas se référer à une force religieuse ou spirituelle pour justifier toute discrimination et exclusion et enfin de ne pas user de sa force, de sa capacité intellectuelle ou spirituelle, de sa richesse ou de son statut social pour dominer l'autre. Le **Cardinal français Jean-Louis Tauran** m'écrivait il y a quelques jours du Vatican que c'est un « texte prophétique ».

Le **fanatisme et l'extrémisme** sont toujours présents dans notre monde, nous le constatons un peu partout. Pour autant fanatisme et extrémisme ne sont pas acceptables et doivent être contrés. En particulier nous ne devons pas laisser les protagonistes en revendiquer abusivement toute légitimation religieuse. En effet – nous le savons – les religions ne sont pas à l'origine de telles actions et n'en sont généralement pas responsables et luttent de manière assez convergente pour alléger les souffrances de l'humanité. **Le Pape** nous le dit textuellement (dans le message déjà cité) *le fanatisme, le fondamentalisme, les pratiques contraires à la dignité humaine, ne peuvent jamais trouver une justification, encore moins si cela est accompli au nom de la religion*. Et n'oublions pas dans ce contexte que le Prophète Mahommed a enseigné la tolérance et le respect à l'égard des Chrétiens et des Juifs pendant sa vie.

Dans le rappel annuel du message de l'Appel Spirituel de Genève, je disais entre autres, lors d'**une cérémonie publique le 18 décembre dernier**, qu'il y a dans la complexité de notre monde de la place pour une vie intérieure. Nous devons croire à la confiance entre personnes de traditions religieuses différentes et entre personnes de culture, race, ethnie, nationalité et éducation différentes, pour procéder ensemble – avec l'inspiration du Tout Puissant – et redécouvrir un sens à la vie. Nous devons savoir changer nous mêmes pour changer le monde. Nous allons pouvoir découvrir que l'autre, que nous croyons différent, ne l'est pas tellement et que lui aussi cherche à vivre dans un monde plus humain et plus solidaire.

Je ne peux clore cette allocution sans réitérer mon exhortation à la **mondialisation des responsabilités**. Nous en avons besoin si nous voulons éviter la mondialisation du terrorisme, du fondamentalisme et la contagion par dessus des frontières d'épidémies de tout genre. C'est la responsabilité des Gouvernements certes mais aussi de la société civile, des médias, des milieux économiques, des milieux académiques, des religions et confessions, et aussi des Parlementaires (comme le dit le Président Cardoso dans son Rapport sur la société civile pour le Secrétaire général de l'ONU) et naturellement de chacun d'entre nous opérant dans une société ouverte de faire en sorte que la libre concurrence ne devienne pas fondamentalisme du marché. Nous devons œuvrer à mettre dans notre société des limites au libéralisme effréné : il faut, quand c'est nécessaire des *Leitplanken* comme dans les autoroutes. Nous devons surtout éviter de laisser avancer l'échéance de la bombe du XXIème siècle qui est l'extrême pauvreté. Max Frisch disait, déjà il y a plus de trent'ans, *die Reichen werden reicher und die Armen zahlreicher !*

C'est le moment de conclure, non sans vous avoir remercié, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de votre patience, de votre accueil, et surtout de m'avoir décerné ce Prix de la Tolérance Marcel Rudloff, qui conformément à ma devise de vie, prendra une place de tout premier plan dans les distinctions qui m'ont généreusement été accordées. Je voudrais encore humblement vous

demander de m'accompagner en proclamant haut et fort dans le monde
l'exhortation de Dante Alighieri (de l'Inferno), qui me semble fondamentale pour
la société d'aujourd'hui :

*Considerate la vostra semenza,
Fatti non foste a vivere come bruti,
ma per seguire virtute e conoscenza*